

NON AU FOYER TAUDIS

162 AVENUE DE LA REPUBLIQUE A EPINAY



**VENEZ SOUTENIR
LES RESIDENTS
AU FOYER**

**SAMEDI 28 MAI
à partir de 11h
Débat, Pique-Nique,
Rencontre**

**Départ groupé du foyer
pour la manif parisienne**

Le foyer, ce sont des baraques installées en urgence en 1965, sous des lignes à haute tension, sur un terrain de l'armée à cheval sur Epinay et Saint-Denis, abandonnées et ignorées des services de l'Etat, complètement dégradées. **DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, LE FOYER EST DEvenu UN TAUDIS INDIGNE.**

Il y a maintenant **PLUS DE 10 ANS QU'IL A ÉTÉ DÉCIDÉ**, dans le cadre du plan quinquennal de réhabilitation des foyers de travailleurs migrants, **DE LE DÉMOLIR ET DE RELOGER LES RÉSIDENTS** vers 2004 / 2005 au foyer rue du Bailly à La Plaine-Saint-Denis.

Mais voilà **CE PLAN**, pourtant piloté par la Cilpi (commission interministérielle) et la Préfecture de Seine-Saint-Denis, **A PRIS PLUSIEURS ANNÉES DE RETARD** et le foyer rue du Bailly n'est pas prêt encore avant 4 ans !!!

Or il est impossible de continuer à vivre sans danger dans ce taudis. Les pouvoirs publics ont alors pris une décision terrible pour les résidents : ne rien faire, laisser le foyer se dégrader encore plus, pousser les résidents au désespoir en espérant qu'ils partent un par un, demander aux gestionnaires de trouver de-ci de-là des places dans d'autres foyers.



**Départ 14h de Barbès
à Paris**

ET

**LUNDI 30 MAI
RDV 17h30**

**devant la
Mairie de St Denis**

**Manifestation jusqu'à la
sous-préfecture pour se
faire entendre des pou-
voirs publics et exiger le
relogement de tous les
habitants du foyer taudis
d'Epina y.**

En juillet 2010, M. le sous-préfet en poste à Saint-Denis s'est déplacé en personne au foyer et a promis devant tous les présents que les résidents « ne passeraient pas un autre hiver ici » !!

Les résidents effectivement se désespèrent, certains refusent de payer pour un tel taudis, ils refusent de partir un par un, demandent à garder les solidarités construites pendant des décennies...

Les retraités, tous très pauvres, souvent des travailleurs maghrébins faisant des va-et-vient avec le pays d'origine, refusent les propositions de studio cher (plus de 400 €) où on leur retirera l'APL au premier voyage de plus de 4 mois auprès de leur famille.

Les gestionnaires, en particulier le gestionnaire Aftam responsable du foyer, n'ayant pas de foyer à mettre à la disposition des résidents, sont sans moyens ou ne se les donnent pas, sauf pour obtenir du tribunal l'expulsion des résidents qui ont refusé de payer ou refusé le studio à plus de 400 €, afin de diminuer le nombre de résidents à reloger. Et l'Aftam, qui est pourtant peu présente sur le site, s'y déplace pour fermer des chambres et expulser de facto les résidents qui les habitent.

Cette situation est inacceptable, pour faire entendre les revendications des résidents, nous avons manifesté le jeudi 14 avril. Nous étions plus d'une centaine, mais la nouvelle sous-préfète n'a pas souhaité nous recevoir, preuve du peu de considération qu'elle a pour les résidents du foyer. Nous avons déposé nos revendications, depuis la sous-préfète reste dans le flou, elle affirme qu'elle nous recevra, mais ne donne pas de date et ne s'engage aucunement. Il faut une table ronde, avec la municipalité de St Denis, les gestionnaires, la préfecture, la Cilpi (Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrés responsable du plan de traitement des foyers), les associations de soutien aux résidents du foyer et les résidents.

NOUS DEMANDONS AUX POUVOIRS PUBLICS RESPONSABLES DE LA RECONSTRUCTION DE CE FOYER DE RELOGER TOUS LES RÉSIDENTS, OFFICIELS OU NON, INSCRITS SUR LES LISTES DES DÉLÉGUÉS car nous estimons que ces résidents ont assez souffert, qu'ils ne sont pas responsables de l'indignité qu'ils subissent et que la seule condition exigible pour être relogé est d'habiter dans le foyer.

Qui sommes nous?

L'association de défense des droits des habitants des foyers et résidences sociales des travailleurs immigrés de Plaine commune regroupe les délégués des résidents des foyers de Plaine commune et des organisations amies telles la CGT, EVTC et le Copaf.

